

This transcript is also available in [English](#).

LIVE AT STATE

AVEC LE SOUS-SECRETAIRE D'ÉTAT ADJOINT AUX AFFAIRES AFRICAINES
MICHAEL PELLETIER

LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS ENVERS L'AFRIQUE

18 DECEMBRE 2012
WASHINGTON, D.C.

JOE MELLOTT: Bonjour, et bienvenue sur Live At State, le programme interactif en ligne du département d'État qui nous permet d'entrer en contact avec les médias internationaux. Nous avons le plaisir d'accueillir aujourd'hui des participants de l'Europe et de l'Afrique ; et un message particulier de bienvenue aux journalistes nous écoutant dans nos ambassades de Yaoundé, à Conakry et à Kinshasa. Notre interlocuteur aujourd'hui, c'est le sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, Monsieur Michael Pelletier. Aujourd'hui, nous allons discuter la politique des États-Unis en Afrique et l'engagement continu des États-Unis pour renforcer les institutions démocratiques, la reprise de la croissance économique, l'avancement de la paix et la sécurité et la promotion du développement dans la région. Les participants peuvent nous envoyer leurs questions en bas de la fenêtre intitulée « questions pour l'agent du département d'État » ou en envoyant un e-mail à liveatstate.com. Nous attendons donc vos questions et nous essaierons de répondre à un maximum d'entre elles dans le temps qui nous est alloué ; nous avons environ 30 minutes aujourd'hui. Vous pouvez nous suivre également sur Twitter, sur [AtStateDepartment](#) ou sur [USA](#) en français, ou visiter le bureau des affaires africaines sur Facebook. Merci, et commençons alors notre programme avec l'allocution d'introduction de la part du sous-secrétaire, Monsieur Pelletier.

MICHAEL PELLETIER: Bonjour et bonne après-midi à tout le monde, je veux tout simplement vous remercier de cette opportunité de vous parler et d'essayer de répondre à vos questions ; je sais déjà qu'une trentaine de minutes n'est pas suffisante, mais on fera de notre mieux, et nous espérons que cela fait partie d'une conversation et d'un dialogue continu que nous pouvons avoir avec vous à travers l'Internet ou à travers ce modèle de programme, mais encore je vous remercie et je vous souhaite de bonnes fêtes et une nouvelle année anticipée, merci et je vous donne la parole.

JOE MELLOTT: Merci beaucoup. Alors, notre première question ça vient de Brazzaville, de Monsieur Khari Ebaka, il nous..., Sa question c'est « les États-Unis mettent beaucoup en avant le renforcement des institutions démocratiques dans ses relations avec l'Afrique, ce que ne fait que très peu la Chine ; comment les États-Unis peuvent-ils adapter leur politique africaine sur le plan économique face à la montée en puissance de la Chine en Afrique ? »

MICHAEL PELLETIER: Merci, merci pour la question, que je prendrai en deux parties. Première partie, la démocratisation, c'est une des bases, une des quatre bases de notre stratégie politique en Afrique, d'après la stratégie donnée par le président Obama. Nous croyons que la démocratie, que une vie démocratique politique est vraiment essentielle au développement continu et soutenable partout dans le monde, pas seulement en Afrique mais en Afrique aussi, bien sûr, et donc cela fait une des quatre bases de

notre politique en Afrique, la démocratisation, et puis la deuxième base c'est exactement ça, c'est la vie économique, le développement économique soutenable et le développement des relations économiques et commissions commerciales entre les États-Unis et les pays en Afrique et donc que nous croyons que, et nous voyons que, il y a un développement économique en Afrique actuellement, nous avons vu les statistiques, nous avons vu que six entre les 10 pays qui ont la croissance économique la plus dynamique du monde se trouvent en Afrique actuellement ; donc nous croyons qu'il y a la place pour les États-Unis, pour la Chine, pour tous les partenaires possibles avec les pays africains qui puissent opérer, qui puissent avoir des partenariats pour encourager le développement économique en Afrique ; je crois que ce n'est pas tellement une question de concurrence, c'est une question où il y a la place, il y a des possibilités pour tous les pays du monde à aider et à participer dans cette croissance économique africaine.

JOE MELLOTT: Merci beaucoup. Et encore une deuxième question de Monsieur Kharl Ebaka à Brazzaville ; il dit « tout le monde reconnaît que ce sont les pays pauvres, notamment l'Afrique, qui subissent le plus les effets du réchauffement climatique ; les États-Unis n'ont jamais ratifié le protocole de Kyoto qui a été renouvelé à Doha, au motif qu'il serait néfaste pour leur économie, et le président Obama, qui se dit néanmoins convaincu de la réalité du changement climatique, a fait de la relance économique la priorité de son second mandat. À Doha, Washington s'est également opposé à l'adoption d'un calendrier concernant l'augmentation de l'aide aux pays pauvres, qui doit être multiplié par 10 pour atteindre 100 milliards de dollars annuels d'ici 2020. Doit-on conclure que les questions environnementales en Afrique ne font pas partie des priorités de l'administration américaine ? Si elles en font partie, quelles sont les grandes lignes de cette politique ? »

MICHAEL PELLETIER: Oui, je crois que les questions environnementales sont très importantes pour le gouvernement des États-Unis, et depuis 2009 on a vu certaines actions prises par le gouvernement américain pour aider les pays en voie de développement à faire face à ces dangers environnementaux, à ce fléau. Nous donnons beaucoup d'assistance aux pays en voie de développement pour les aider à faire face à ce défi environnemental, comme nous avons pris aussi beaucoup de décisions et nous avons suivi beaucoup de politiques ici aux États-Unis, pour nous aider à être responsables environnementalement, par rapport à notre développement économique, parce que vraiment le développement économique c'est le développement économique soutenable, et pour que ça soit soutenable, il faut qu'il y ait un volet environnemental là-dedans. Et donc que nous visons surtout l'utilisation par exemple des technologies qui sont environnementalement soutenables, nous visons l'utilisation des sources d'énergie renouvelable, nous visons beaucoup de politiques et nous faisons des recherches et nous facilitons des recherches sur ces questions environnementales pour que le développement économique mondial, qu'on souhaite aux États-Unis, en Afrique, partout soit un développement soutenable et environnementalement soutenable. C'est très important, et nous avons mis notre assistance financière, notre assistance technique là-dedans, et nous continuerons à le faire et nous continuerons à faire partie de ces discussions globales sur l'importance de trouver une solution au défi environnemental dans le monde.

JOE MELLOTT: Merci beaucoup, la prochaine question, ça vient de Guinée Conakry, de monsieur Alioun Diallo, la question c'est : « que compte faire l'administration Obama pour encourager plus d'investissements américains en Afrique ? »

MICHAEL PELLETIER: Merci. Comme j'ai dit auparavant, cette question, ces questions économiques, ces questions du partenariat économique et commercial avec l'Afrique, c'est un des quatre

piliers de notre politique, de notre stratégie en Afrique, et c'est pour cela que nous avons organisé des délégations commerciales qui ont voyagé en Afrique récemment, notamment il y a le secrétaire de commerce par intérim, Madame Blank, qui a été en Afrique de l'Est, en Afrique du Sud, avec des businessmen des organisations commerciales américaines pour voir où il y a des possibilités de partenariat. C'est pour ça, d'ailleurs, que notre assistant secrétaire, Johnnie Carson, responsable pour l'Afrique dans le département d'État, a aussi mené une délégation commerciale en Afrique pendant cette année, parce que vraiment c'est ces délégations qui permettent la construction des liens personnels, des liens commerciaux entre des hommes d'affaires, des femmes d'affaires américains et des hommes d'affaires, des femmes d'affaires en Afrique. Nous croyons que ces partenariats sont vraiment l'avenir de notre relation économique commerciale avec l'Afrique. Je dirai un mot sur l'importance des femmes, surtout nous visons, nous croyons que les femmes d'affaires en Afrique vont vraiment aider ces relations, et ce développement économique et commercial entre l'Afrique et les États-Unis, et nous avons un programme spécial qui vise la création des relations et des partenariats entre les femmes d'affaires africaines et les femmes d'affaires américaines ; nous avons vu déjà certain business, certaines entreprises qui ont commencé en Afrique grâce à ce partenariat, à ces relations africaines-américaines, et nous croyons que nous voulons vraiment aider et faciliter ce type de relation dans l'avenir, nous croyons que c'est pour le bien de l'Afrique et pour le bien des États-Unis aussi.

JOE MELLOTT: Merci beaucoup. Et notre prochaine question vient de Kinshasa, de Monsieur Philémon Lohonga, sa question c'est : « Vous êtes censé connaître les causes des maux de l'Afrique. Qu'est-ce qui est à la base des guerres interminables dans l'est de la RDC, avec le Rwanda et l'Ouganda. Comment y remédier. Pourquoi le gouvernement américain ne stoppe pas la guerre en RDC ? »

MICHAEL PELLETIER: Merci pour la question, c'est vraiment une question du jour, et je vous rassure que c'est un sujet qu'on arrête jamais de discuter ici à Washington, nous trouvons que vraiment la souffrance des gens dans cette région de l'Afrique a continué trop longtemps, il faut trouver une solution. Nous croyons que la solution va venir bien sûr des Africains, des gens de la région, c'est pour ça que nous encourageons les pourparlers entre les gouvernements de la région, surtout le gouvernement du Rwanda, de la RDC et de l'Ouganda, c'est pour cela que le secrétaire d'État Hillary Clinton a rencontré ensemble les présidents de la région quand elle était à New York pour l'assemblée générale des Nations unies en septembre, et c'est pour cela que le numéro trois du département d'État, Wendy Sherman, a voyagé dans la région et a rencontré les chefs d'État ; c'est pour cela que notre chef du bureau africain, l'ambassadeur Johnnie Carson s'est rendu dans la région fin novembre avec les événements de Goma avec ses collègues français et britanniques pour rencontrer le président Kabila, le président Museveni, et les responsables du Rwanda parce que nous voulons encourager et soutenir ces dialogues et ces pourparlers entre les états. C'est vraiment un fléau humanitaire dont on est toujours conscient, et nous voulons que tous les pays de la région discutent et négocient pour trouver ensemble une solution à ce problème. Surtout, quant à la RDC, on a insisté sur l'importance de l'intégrité territoriale, de la souveraineté nationale du pays, et nous avons dit à tout le monde qu'il ne faut pas encourager, il ne faut pas soutenir les mouvements rebelles comme le M23, et surtout les gens qui sont responsables pour les crimes contre l'humanité, pour les crimes de guerre, et nous visons vraiment ce volet du problème et nous espérons que nous trouverons, que *vous trouverez* une solution à ce problème, à ce fléau.

JOE MELLOTT: Merci beaucoup. Et encore une question de Guinée Conakry, de Caleb Kolié, sa question c'est : « Êtes-vous favorable à une intervention militaire au Mali ? », et aussi Monsieur Hubert-

Rodier demande si « Les États-Unis sont-ils favorables à une intervention militaire au nord Mali pour aider Bamako à recouvrer son intégrité territoriale, ou doit-on négocier avec les Moujaou et Ansar Dine et isoler les éléments les plus radicaux de l'AQMI ? »

MICHAEL PELLETIER: La situation malienne est une situation très compliquée et très complexe, pour nous le problème où la question a quatre axes, quatre problèmes fondamentaux qui doivent être, nous devons nous adresser à ses quatre axes simultanément, ce qui n'est pas facile mais qui est nécessaire pour trouver une vraie solution soutenable à la crise malienne. Il y a bien sûr la question de la re-démocratisation du pays. J'ai la chance d'habiter et de travailler au Mali juste après la démocratisation du pays, je sais combien les Maliens sont fiers de leur démocratie, doivent l'être, et nous voulons voir le retour à la démocratie aussitôt que possible, parce que vraiment c'est un gouvernement démocratiquement élu, qui aura la crédibilité de trouver des solutions à tous les défis qui se posent au Mali, donc il y a la question politique. Il y a aussi une question de réunification nationale est une question du débat politique Maliens à propos des revendications légitimes par certains qui viennent du Nord, revendications légitimes ; mais ces négociations, quand on parle de négociations, on parle de négociations avec des groupes ou des groupements qui respectent l'intégrité territoriale du Mali, qui respectent l'intégrité nationale du Mali et qui renoncent à la violence et renoncent au terrorisme, ce qui nous mène au troisième axe qui est la question du terrorisme. Malheureusement, il y a une grande souffrance au Nord Malien maintenant avec la présence de groupes terroristes qui sont responsables pour certains crimes contre les droits de l'homme, on voit la souffrance des gens au nord du Mali, et comme j'ai dit, j'ai habité au Mali, j'ai beaucoup d'amis au Nord Malien et je sais combien ils souffrent, et donc probablement, on voit maintenant à New York, on voit des discussions à propos d'une éventuelle intervention militaire sécuritaire pour chasser ce fléau terroriste du Nord Malien. Quatrièmement, et c'est de loin, ce n'est pas du tout le moins important, c'est la question de la crise humanitaire, alimentaire au Nord Malien, dans tout le Sahel. Et donc nous croyons que ces quatre volets, tous ces quatre axes vont ensemble, et il faut trouver une solution ensemble, il faut s'adresser à tous ces quatre axes simultanément. Donc on est en train de discuter à New York, avec tous les partenaires du Mali, toutes les organisations internationales qui sont concernées les détails d'une éventuelle intervention militaire pour chasser les terroristes du Nord. En même temps, on est en train d'encourager le gouvernement intérimaire à Bamako de voir l'importance de la re-démocratisation, et de l'avance vers les élections. J'ai vu ce matin même que le nouveau premier ministre intérimaire a parlé à RFI à propos de l'importance et de la priorité des élections et donc nous le soutenons dans ce volet, mais comme j'ai dit tout au début, la situation au Mali est très compliquée, mais tous les quatre volets, les élections, une intervention contre les terroristes, une résolution des revendications de certains gens dans le pays et le fait de s'adresser à cette crise humanitaire, tous les quatre volets sont importants, et nous sommes là de tout cœur avec les Maliens pour qu'ils puissent, et avec tous les gens de la sous-région d'ailleurs, pour qu'ils puissent s'adresser à tous ces défis.

JOE MELLOTT: Merci beaucoup, et encore une question sur le Mali cette question vient de Anne Le Coz, Agence France-Presse, elle demande : « le département d'État a réclamé hier soir l'organisation d'élections au Mali avant le mois d'avril. Pensez-vous que des élections organisées, alors que le nord du pays est sous la coupe des groupes armés, puissent être qualifiées de démocratiques ? »

MICHAEL PELLETIER: Oui. Enfin, je crois qu'il faut reconnaître et se rappeler que la date d'avril 2013 c'était une date fixée par le CEDEAO avec le gouvernement intérimaire Malien, nous soutenons bien sûr cette date, ou bien que les élections soient organisées aussitôt que techniquement possible. Mais

je crois qu'il faut, il vaut mieux rester avec une date ciblée pour qu'on reste ciblé, avec le focus sur l'importance de tenir des élections aussitôt que possible. Maintenant, qui va participer, bien sûr on veut qu'autant de Maliens que possible participent dans les élections, comme j'ai dit, le premier ministre par intérim a parlé ce matin avec RFI à propos de ce sujet, nous avons vu des discussions à propos des réfugiés, des gens qui viennent du Nord qui sont maintenant au sud, des gens qui vivent actuellement dans des camps dans des pays voisins, ça c'est des détails à voir, les Maliens vont décider comment procéder, mais vraiment nous croyons que c'est un gouvernement démocratiquement élu qui va donner la crédibilité au gouvernement à faire des négociations, à mener à bien cette campagne pour reprendre tout l'État en main pour rétablir l'intégrité territoriale, la souveraineté nationale du Mali sur tout le territoire Malien.

JOE MELLOTT: Merci. Maintenant une question d'Éric Kamba, du Congolese Development Center, qui demande : « il n'y aura pas de démocratie en Afrique tant que les États-Unis supportent les hommes forts en Afrique, les présidents Museveni, Kagame et Kabila par exemple. On se souvient bien que les soi-disant élections dans ces trois pays cités n'étaient pas crédibles, mais les États-Unis étaient les premiers à les reconnaître. Comment construire de fortes institutions dans ces pays avec ce genre de politique ? »

MICHAEL PELLETIER: Oui, bon j'aurais deux réponses. Première réponse parce que je suis optimiste de nature, j'ai eu un chef, un diplomate très expérimenté américain qui m'a dit un jour que les diplomates sont de nature optimiste, donc moi je suis aussi optimiste de nature, et je crois que on ne peut pas dire qu'il ne peut pas y avoir de démocratie en Afrique quand, surtout cette année quand on a vu des élections démocratiques en Ouganda, très récemment à Burkina, en Sierra Leone, j'étais en Sierra Leone pendant la guerre civile, je sais combien ils ont avancé pour avoir ces élections, et il y aura des élections au Kenya par exemple en mars, on espère qu'elles seront aussi un succès, mais on voit des élections démocratiques en Afrique, on voit des avancées démocratiques partout en Afrique, donc je crois qu'il y a une démocratie en Afrique et nous soutenons ce développement, nous soutenons cette direction avec les Africains eux-mêmes. Deuxièmement, je crois qu'il faut voir que notre aide et notre diplomatie est toujours axée sur le soutien à la démocratie dans tous les pays, pas seulement en Afrique mais dans tous les pays dans le monde. J'ai travaillé en Asie, j'ai travaillé en Afrique, j'ai travaillé avec beaucoup de pays ici à Washington et je sais que l'importance du développement politique, du développement démocratique, ça fait partie de toutes nos discussions avec tous les pays, soit avec notre soutien au secteur judiciaire, soit avec ce notre soutien à la presse libre, soit avec notre soutien aux organisations non-gouvernementales, à la société civile, tout ça aussi ça fait partie de la démocratisation, du renforcement de la démocratie dans les pays, et ça c'est vraiment une cible très importante pour la politique étrangère américaine partout dans le monde.

JOE MELLOTT: Merci, et encore une question de Kinshasa de Mamie Tambu : « Depuis la chute de Mobutu, les Américains n'ont jamais eu une position claire envers la RDC, au point qu'un bon nombre de congolais les soupçonnent d'être derrière toutes les guerres d'agression qu'elle subit depuis 15 ans. Quelle est la position des USA à ce sujet. Est-ce qu'ils vont améliorer les relations avec la RDC parce que ceci dit un flou diplomatique ? »

MICHAEL PELLETIER: Oui, bon comme j'ai dit auparavant par rapport à une autre question, nous soutenons le gouvernement de la RDC, nous soutenons l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de la RDC, bien sûr, c'est évident que la république démocratique du Congo c'est un pays incontournable,

très important pour l'Afrique et pour l'Afrique centrale surtout, nous avons beaucoup de programmes pour aider le gouvernement et le peuple de la RDC, c'est très important et nous encourageons, notre message est très clair aux autres pays dans la sous-région pour qu'ils respectent cette souveraineté et cette intégrité territoriale de la RDC. Comme j'ai dit, la souffrance, surtout dans la région est a duré trop longtemps, il y a des millions de personnes déplacées, des millions de personnes qui ont souffert, nous souffrons avec eux et nous voulons travailler avec le gouvernement de la RDC, avec le peuple de la RDC et avec les autres gouvernements de la région, de la sous-région, pour trouver une solution à cette crise.

JOE MELLOTT: Merci. Et encore une question de Kinshasa de Cyrille Milandou, de Radio Top Congo: « Les congolais considèrent les États-Unis qui soutiennent leur Ouganda comme l'un des pays qui favorisent l'impunité des graves violations des droits de l'homme commis entre RDC depuis 1994 jusqu'à ce jour. Avec 27 morts dans le drame de Newton, les Américains s'en émeuvent alors qu'en RDC, les gens sont tués, violés et mutilés depuis de nombreuses années. Le gouvernement américain ferme les yeux face à leurs intérêts au Rwanda. Pourquoi l'administration américaine hésite à condamner fermement les agresseurs du Congo ? »

MICHAEL PELLETIER: Oui. Donc, comme j'ai dit plusieurs fois, nous souffrons, et avec les gens de l'Est de congolais, nous croyons que c'est essentiel que tout le monde travaille ensemble pour retrouver la paix. Vous avez parlé du Rwanda ; comme a dit l'assistant secrétaire, l'ambassadeur Johnny Carson qui est chef de notre bureau africain ici au département d'État, quand il était devant le congrès la semaine dernière, il y a certaines évidences que le gouvernement Rwandais a aidé le mouvement M 23, nous leur avons dit très clairement que s'il y ait toujours une aide, que ça s'arrête, et que tous les pays de la sous-région respectent l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'État de la République Démocratique du Congo. Il y a des pourparlers, comme j'ai dit auparavant, il y a eu des pourparlers entre le Rwanda, l'Ouganda et la RDC, il y a des pourparlers actuellement à Kankala entre le M23 et le gouvernement congolais, nous croyons que ces pourparlers doivent, nous espérons que ces pourparlers doivent nous apporter vers une solution soutenable pour la paix dans cette sous-région. Nous souffrons, comme vous l'avez dit avec ce qui s'est passé au Connecticut cette semaine ici aux États-Unis dans l'école, mais nous souffrons chaque fois que nous voyons de telles scènes, et nous souffrons avec les gens de l'est congolais, et il faut que tout le monde soit ensemble pour essayer de trouver une solution.

JOE MELLOTT: Merci. Et encore une deuxième question de Monsieur Philémon Lohonga de Kinshasa, sa question c'est: « où est-on avec le plan du président Obama pour éradiquer la LRA en Afrique centrale maintenant ? »

MICHAEL PELLETIER: La « Lord's Resistance Army », la LRA, qui a commencé en Ouganda, qui est maintenant un peu en Centrafrique est bien sûr un des focus du gouvernement américain par rapport à notre politique en Afrique. Nous aidons, nous soutenons les efforts africains pour s'adresser à ce défi, à ce challenge en Centrafrique et Joseph Kony et ses collègues sont responsables pour des crimes contre l'humanité pour des crimes qui sont vraiment horribles et donc il y a un vrai effort africain avec bien sûr un grand rôle joué par l'Ouganda à capturer Kony, et nous soutenons ces efforts africains. Il y a des efforts, bien sûrs américains aussi, à aider les gens dans cette région qui sont touchés par la LRA, il y a aussi des efforts à encourager les gens de quitter la LRA et de revenir à la vie civile, qui ont un peu de succès jusqu'à maintenant.

JOE MELLOTT: Merci. Nous avons encore cinq minutes encore, alors deux questions, la première de Cécile Feuillatre de l'Agence France-Presse: « La résolution de l'agence de sécurité de l'ONU sur le Mali est toujours en discussion entre les États-Unis et la France. Quels sont les points d'achoppement qui demeurent à ce sujet entre Paris et Washington ? »

MICHAEL PELLETIER: Oui. Comme j'ai dit auparavant, les conversations, les négociations, les discussions continuent à New York. Je ne suis pas à New York, je suis là à Washington, donc je ne peux pas vous dire le développement le plus dernier, plus récent, mais je sais que les conversations continuent parce que nous croyons tous qu'une action urgente est nécessaire, mais aussi nous croyons tous que cette action, cette intervention doit être bien planifiée, bien ressourcée, bien organisée, menée par les Africains et les Maliens. Et donc on est en train de discuter tous les détails pour que ça puisse être vraiment une action qui est bien organisée, bien ressourcée, mais nous croyons tous, nous sommes tous convaincus que c'est très urgent, et nous espérons achever une résolution aussitôt que possible. Mais tout le monde est visé, tout le monde a mis son focus sur l'importance de l'aide au Mali et nous verrons dans les prochains jours les résultats.

JOE MELLOTT: Merci, et notre dernière question, ça vient de Idriss Linge, de Yaoundé : « les besoins de l'Afrique pour sortir de la pauvreté sont de 30 000 milliards de FCFA. Est-ce que l'Amérique a la certitude que renforcer le commerce avec l'Afrique suffira à mobiliser au moins une partie de ces ressources ? »

MICHAEL PELLETIER: Oui. Je crois que, si nous avons visé quatre axes pour notre politique, pour notre stratégie en Afrique, c'est parce que nous croyons que tous ces axes vont aider au développement soutenable de l'Afrique et bien sur les relations économiques et commerciales avec les pays africains puissent aider le développement économique africain. Nous croyons en cela, et c'est pourquoi nous avons envoyé des délégations commerciales, que nous visons des accords commerciaux avec des pays africains. Nous croyons aussi que la démocratisation, et une vie politique libre et vive est quelque chose qui va aider le développement économique soutenable pour l'Afrique. Les troisième et quatrième axes de notre politique pour l'Afrique sont de soutenir la paix et la stabilité, et on a vu certains succès, par exemple on voit une stabilisation et une avance en Somalie et dans d'autres pays africains. La paix, la stabilité, va bien sûr aussi aider à achever le développement économique en Afrique. Et le quatrième axe, c'est surtout le développement, mais le développement pour tous les africains, et c'est pour ça que nous travaillons avec le PEPFAR contre le sida, un fléau qui pèse trop lourd, toujours, sur le continent. Nous visons la sécurité alimentaire, la sécurité des eaux, la santé et nous visons à encourager toutes les parties de la société civile à participer dans ce développement en Afrique : les femmes, les jeunes, les étudiants, parce que nous croyons que tout le monde doit de travailler ensemble pour avoir un développement vraiment soutenable en Afrique. Je sais que notre temps prend fin et je sais qu'il y a toujours davantage de questions. J'espère, comme j'ai dit tout au début qu'on peut continuer ses discussions sur l'Internet, ou avec d'autres programmes comme cela, mais je veux vous rassurer une dernière fois que l'Afrique est vraiment importante est centrale dans notre politique internationale, notre politique étrangère. Il y a beaucoup de monde dans nos ambassades qui sont là pour travailler avec vous, pour faire des partenariats avec vous, comme il y a des gens ici à Washington qui sont prêts à travailler avec vous pour renforcer la démocratie, pour renforcer le développement économique soutenable en Afrique, et pour renforcer la paix et la stabilité en Afrique, dont j'espère bien que cette conversation continue aujourd'hui dans le nouvel an qui vient et je vous souhaite encore une fois merci et bonne fêtes et bonne année merci.

JOE MELLOTT: Merci beaucoup, Monsieur Michael Pelletier, sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines, merci beaucoup aussi à nos participants en Afrique et en Europe pour assister aujourd'hui à cette discussion. Vous pouvez nous suivre sur Twitter à [AtStateDepartment](#) ou à [USA en français](#) ou sur Facebook et maintenant je vous souhaite de bonnes fêtes, et merci beaucoup. Au revoir.